

Comme bien souvent ces dernières années, le moral de ce rapport oscille entre immenses satisfactions et inquiétudes extrêmes.

La Fédération Française des Écoles de Cirque continue dans sa belle dynamique de ces dernières années. Les commissions impulsent de nouvelles actions qui alimentent le projet fédéral.

De nouveaux dispositifs d'accompagnement des écoles dans leur démarche qualité voient le jour et se mettent place afin de soutenir au mieux le travail de suivi des agréments et de développement. C'est le cas notamment avec les Temps d'Échange Collectifs (TEC)

Des réflexions pédagogiques viennent alimenter les contenus et projets de formation concernant la place de l'élève dans les processus d'apprentissage ou encore la sensibilisation à l'éveil du regard critique chez l'élève avec l'école du spectateur.

Les formations au Titre d'Initiateur·rice aux Arts du Cirque (TIAC) se développent et prennent largement leur place dans le paysage, permettant de répondre en partie à l'urgence du manque d'intervenant·es aux seins de nos écoles. La réflexion avec la branche ECLAT et le syndicat employeur Hexopée concernant les suites à donner à la disparition du BPJEPS activités du Cirque sont très encourageantes dans l'optique d'une nouvelle certification.

Les projets d'animation, qu'ils soient d'ambition territoriale ou nationale, se multiplient : Ils favorisent les coopérations entre les structures du réseau et développent les espaces de rencontre.

La mise en œuvre du plan de lutte contre les VHSS est extrêmement satisfaisante. La présence de référent·es « Prévention des VHSS » au sein des écoles se généralise et les équipes sont de plus en plus formées et sensibilisées au sujet. La FFEC a également élaboré un module de formation spécifique Posture Pédagogique, Geste et Contact (PPGC) qui est déployé sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire des fédérations régionales (FREC). Ce plan remplit ses ambitieuses projections grâce à l'implication de l'ensemble du réseau.

L'engagement au sein des commissions est également une grande source de satisfaction montrant une implication croissante des membres au sein du réseau.

Et pourtant, malgré le dynamisme du réseau, l'inquiétude est forte pour l'avenir de la filière des enseignements circassiens. Les restrictions budgétaires émanant de l'état et des collectivités territoriales qui touchent le monde du spectacle vivant, mais également la brutalité avec laquelle elles s'exercent actuellement mettent en danger grand nombre d'établissements.

L'assèchement des financements des formations préparatoire et professionnelle affaiblit des établissements indispensables au déploiement de la politique fédérale en matière de formation pédagogique et de soutien au secteur.

Par ailleurs si, dans leur grande majorité, les écoles de cirque disposent de peu de financements publics, elles coopèrent régulièrement avec des établissements culturels, scolaires, médico-sociaux, socio-éducatifs. Ces partenaires privilégiés des écoles de cirque dépendent fortement de ces dispositifs mis à mal un peu partout sur le territoire national entraînant inévitablement à terme une chute de l'activité.

Le risque de déstructuration de toute une filière est probable. Il est donc indispensable que les pouvoirs publics prennent conscience de ce danger. Nous nous devons de les interpeller collectivement.

Parallèlement, nous nous retrouvons face à des enjeux sociétaux auxquels il est urgent d'apporter des réponses : le manque de pratique physique notamment des plus jeunes, la nécessité de maintenir et développer des espaces de rencontre et de vivre ensemble, la participation citoyenne, le maintien de la diversité culturelle et des modes d'expression artistique, ... et tant d'autres.

Les arts du cirque par leur diversité, les écoles et la fédération par leurs activités et leur mode de gouvernance sont tout particulièrement pertinents pour répondre à ces enjeux. Nous devons porter ce modèle avec conviction et détermination.

Dans ce contexte d'incertitude et de fragilité, il apparaît plus que jamais indispensable de lutter de manière collective et solidaire et d'éviter le piège de l'individualisme court-termiste. En cette période de désengagement annoncé des partenaires publics il est important de renforcer notre capacité d'action collective et de renforcer et développer la FFEC comme un outil performant d'accompagnement des écoles et de représentation de la filière.